

Montréal, le 4 septembre 2022

Madame Sophie Verdon  
Coalition solidarité santé  
cssante@gmail.com

**Objet: Engagements de Québec solidaire dans le cadre des élections 2022**

Nous avons bien reçu votre lettre. Merci de nous donner l'occasion d'y répondre et de faire connaître nos engagements en ce qui concerne le droit à la santé de la population du Québec.

**1. La sous-traitance/privatisation des services publics sociaux et de santé**

Pour Québec solidaire, il n'y a aucune place pour le privé dans notre réseau public de la santé. Nous avons vu plusieurs aberrations prendre de plus en plus de place dans notre réseau public de la santé et nous trouvons ça grandement inquiétant. Aussi petit que soit l'implication du privé, le risque que nous prenons collectivement lorsque nous acceptons d'intégrer le privé dans le réseau est de privatiser une beaucoup plus grande partie de notre réseau. Il y a un effet de cercle vicieux que Québec solidaire contrera en n'allouant aucune place au privé dans le RSSS. Que ce soit les agences privées de placement, les mini-hôpitaux privés ou les blocs opératoires privés, il n'y a aucune place accordée à ces pratiques dans notre vision de la santé. Un exemple clair du type de glissement que nous souhaitons éviter, ce sont les agences privées de placement. Alors qu'initialement ce n'était censé qu'être pour des situations ponctuelles, nous nous retrouvons dans une situation où des établissements de santé actuellement au Québec en dépendent pour fonctionner. Nous devons faire un virage complet et les interdire, tout en assurant une rétention de la main-d'œuvre avec des

conditions de travail attrayantes et une immigration suffisamment élevée. Pour améliorer le service dans le réseau public de la santé et des services sociaux, il faut réinvestir dans le réseau et non sous-traiter avec le privé.

## **2. La réhumanisation du système public de santé et services sociaux**

En effet, à Québec solidaire, les CLSC seront revalorisés. Ces établissements seront gérés par des conseils d'administration, par des comités multidisciplinaires qui impliquent les citoyennes et les citoyens de tous les horizons. Les CLSC auront des CA qui ont des citoyens et citoyennes qui participent à la gouvernance de leur établissement local. Nous proposons également qu'il y ait des travailleuses du réseau dans les CA des CISSS et CIUSSS, ainsi que des citoyens et citoyennes. Leur présence assurera de prendre en compte leur perspective lors de la prise de décisions et la reddition de comptes.

Québec solidaire est pour une décentralisation du système de santé. Cette décentralisation s'opérera entre autres en réinvestissant dans les CLSC et en prônant une gouvernance au sein des organismes gouvernementaux qui se base sur des principes de proximité et qui vise à décentraliser. Les CLSC auront un financement protégé, ce qui assurera une autonomie administrative. Nous allons prôner qu'au sein de cette autonomie, une gouvernance proche des personnes patientes et des employées soit assurée.

## **3. Prendre soin des personnes vulnérables**

Nous allons faire un investissement historique en soins à domicile (SAD) de 750 M\$ par an. Cela fera en sorte que 60% des soins de longue durée aux personnes âgées soient du soutien à domicile à la fin d'un deuxième mandat d'un gouvernement solidaire. En ce moment, c'est environ 24%. Il faut étendre et valoriser les services de soutien à domicile en :

- Élargissant significativement l'accessibilité aux SAD donnés par du personnel du réseau public de santé et de services sociaux.
- Mettant fin à la privatisation des SAD (des services 100% publics ou communautaires).

- Maintenant les missions des entreprises d'économie sociale en aide à domicile (EÉSAD).
- Garantissant aux personnes qui en ont besoin des SAD fournis par des professionnels qualifiés.
- Refinancement et revalorisation massive dans les CLSC, qui coordonnent les SAD, tout en développant une « première ligne » de soins et de services forte et de proximité en redonnant aux CLSC leur rôle de prévention et d'éducation, en favorisant une complémentarité des CLSC avec les organismes communautaires présents sur le terrain.

Faire une plus grande place à la gériatrie sociale en favorisant une approche intégrée qui fait appel à différents intervenants coordonnant les aspects cliniques, sociaux et organisationnels des besoins des personnes âgées (ex : équipes multidisciplinaires).

#### **4. Reconnaissance des organismes communautaires**

Nous allons augmenter le financement des organismes communautaires avec 290 M\$ de plus annuellement, dont une partie ira dans le PSOC. Ce montant est nécessaire pour permettre aux organismes d'agir sans précarité financière. Nous souhaitons mettre fin à l'époque où nous négligeons les organismes communautaires.

Nous allons rehausser au-delà de l'inflation le financement des organismes communautaires. Nous ne croyons pas que le seul rattrapage à faire est au niveau de l'inflation, mais aussi du sous-financement chronique des organismes communautaires. Nous devons viser à corriger cette négligence et un gouvernement solidaire s'engage à le faire.

Finalement, nous ne voulons pas que le ministère de la Santé agisse dans le sens contraire de la volonté sur le terrain, peu importe l'enjeu, mais particulièrement lorsqu'il est question d'organismes communautaires qui connaissent très bien la réalité de leurs communautés. Nous nous engageons donc à assurer une plus grande autonomie des organismes communautaires et

une considération pour leur expertise, notamment en bonifiant largement leur financement.

## **5. Contrôler au plus vite la hausse du coût des médicaments / collaborer à la mise en place d'une assurance médicaments publique universelle**

Québec solidaire propose au gouvernement Legault de mettre sur pied Pharma-Québec: une société d'État visant à rendre le Québec autosuffisant en matière de médicaments, de vaccins et d'équipement médical. Pharma-Québec sera d'abord chargé d'acquérir ou de produire le matériel médical stratégique dont le réseau de la santé a besoin; négocier le prix juste pour les médicaments prioritaires; soutenir la recherche publique sur les traitements contre la COVID-19; et produire un vaccin ici au Québec dès qu'il sera prêt. La société d'État nous permettra de faire des économies de plus de 2 milliards de \$ par année en faisant des achats groupés de médicaments et en produisant certains médicaments génériques à peu de frais.

La division d'achat sera d'abord chargée d'obtenir et de négocier le prix des médicaments prioritaires servant à traiter la COVID-19 et de centraliser les approvisionnements et les stockages de médicaments pour éviter les pénuries. À terme, une fois la pandémie terminée, ce pôle d'achat public donnera un rapport de force supplémentaire au Québec pour négocier avec les compagnies pharmaceutiques, garantissant les meilleurs prix possibles aux Québécois et Québécoises. En Nouvelle-Zélande, la société d'État Pharmac permet une planification publique et transparente des approvisionnements nationaux pendant cette crise mondiale.

La société d'État aura trois divisions. La division de production permettra au Québec de planifier la production de médicaments et de vaccins dans une perspective d'autosuffisance. La division de recherche stimulera dans un premier temps la recherche d'un vaccin et de traitements contre la COVID-19, dont les résultats seront publics. Pharma-Québec aura également le mandat d'acquérir ou de produire les équipements médicaux stratégiques et le matériel de protection pour le réseau de la santé.

Notre cadre financier, qui sera diffusé dans quelques jours, comportera plusieurs propositions concrètes pour régler le gaspillage de fonds publics et pour une croissance budgétaire pour assurer un financement accru et stable des services publics, notamment pour l'accès à des soins de santé de meilleure qualité pour la population du Québec.

Nous souhaitons enfin vous réitérer tout notre soutien et l'importance de votre travail pour le droit à la santé de nous tous et toutes.

Veuillez agréer nos salutations les plus solidaires,



Gabriel Laurence-Brook  
Responsable aux orientations de Québec solidaire